

Quel avenir pour le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture?

Patrick Déry, physicien, spécialiste en énergétique
Président, Groupe de recherches écologiques de La Baie (GREB)

17 février 2008

Le 12 février dernier, la Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire du Québec (CAAAQ) remettait à la population son rapport final avec sa liste de recommandations. Il a été qualifié de révolutionnaire par certains journalistes, a été bien accueilli dans l'ensemble de la population et principalement par l'Union Paysanne et les groupes environnementaux mais, évidemment, a été rejeté par l'UPA qui a vu son monopole questionné. Le gouvernement en place s'est d'ailleurs rapidement désolidarisé de sa propre commission pour annoncer moins de deux jours plus tard qu'il ne toucherait pas au monopole syndical exercé par l'UPA.

Les recommandations formulées par la CAAAQ, bien que très intéressantes et, somme toute audacieuses dans le contexte agricole actuel, ne sont pas aussi révolutionnaires qu'elles peuvent apparaître au premier abord. Depuis sa fondation en 2001, l'Union Paysanne a réclamé du gouvernement des réformes semblables aux recommandations faites par la CAAAQ. Depuis, le contexte québécois et mondial a bien changé.

Aujourd'hui, la question des problèmes d'approvisionnement en ressources énergétiques fossiles se pose avec de plus en plus d'acuité et, par extension, celle de l'ensemble des ressources non-renouvelables, dont les fertilisants. La croissance de la production des carburants, les «tout liquide» (pétrole, biocarburants, gaz naturel liquide, pétroles synthétiques...), ne suffiront plus à la croissance de la demande mondiale d'ici 2011, selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). La production mondiale de pétrole conventionnel a atteint son maximum de production en 2005 selon les données de l'Energy Information Administration états-unien (EIA) et la production «tout liquide» tend à plafonner en attendant son déclin prochain estimé entre 2010 et 2015, selon l'Association for the Study of the Peak Oil and Gas (ASPO). Les chiffres ne sont guère plus rassurants pour le charbon, le gaz naturel (base pour la production d'azote de synthèse), l'uranium et le phosphate de roche commercial (base pour la production d'engrais phosphatés).

Il s'avère que l'agriculture actuelle, qu'elle soit conventionnelle ou biologique, nécessite de grandes quantités de ressources non-renouvelables comme le pétrole. Le rapport de la CAAAQ évite d'approfondir cette problématique en ne faisant état que des problèmes liés aux prix actuels de l'énergie et des opportunités d'affaire pour la production de biocarburants. Cette problématique majeure n'est en fait qu'évoquée superficiellement et noyée au travers d'une série de «facteurs qui exerceront une influence sur l'avenir».

Les auteurs du rapport de la CAAAQ ont voulu inscrire leur réflexion dans l'horizon des «quinze à vingt prochaines années». Or, à notre avis, malgré qu'il soit un premier pas dans la bonne direction, ce rapport sera vite dépassé par les changements qui s'opéreront à court et moyen terme. La problématique énergétique, indissociable de notre mode de vie actuel basé sur la croissance perpétuelle, dépassera bientôt la question du réchauffement climatique dans nos préoccupations quotidiennes, en particulier dans le secteur agroalimentaire.